



CSE réseau F3 des 15 et 16 octobre 2025

Compte-rendu de la commission économie et structures
du 23 septembre 2025

Présents pour les élus : Danilo Comodi (rapporteur), Bruno Demange, Pascal Lefebvre, Vincent Habran

Pour la direction : Philippe Angot (directeur finances du réseau), Vanessa Fixot (DRH, présidente de la commission)

Point 1 : la situation budgétaire au 30 juin 2025

Contexte

Après l'adoption d'un budget en déficit pour la première fois depuis dix ans, en recul de 62,3 M€ par rapport à 2024, France Télévisions a dû adopter en juillet un budget rectificatif où la direction demande 16 M€ d'économies supplémentaires aux différentes entités de FTV, dont 3,7 M€ pour les régions. En bon élève, le réseau a déjà contribué à cet effort en économisant de nombreux millions dans ses dépenses du 1^{er} semestre. Les détails vont suivre.

Budget rectificatif 2025 dans le réseau

Région	Budget 2025 (M€)	Rectificatif 2025 (M€)	écart (M€)
Auvergne Rhône-Alpes	49,5	49,0	- 0,5
Bourgogne Franche-Comté	30,0	30,3	+ 0,3
Bretagne	26,6	26,5	- 0,1
Centre Val-de-Loire	20,0	19,1	- 0,9
Grand-Est	51,5	51,4	- 0,1
Hauts-de-France	34,3	34,0	- 0,3
Paris Ile-de-France	32,5	32,2	- 0,3
Normandie	33,2	32,9	- 0,3
Nouvelle-Aquitaine	62,0	61,5	- 0,5
Occitanie	44,8	44,4	- 0,4
Provence-Alpes Côte d'Azur	38,5	38,6	+ 0,1
Pays de la Loire	20,1	19,9	- 0,2
Siège	12,5	12,1	- 0,4
TOTAL	455,6	451,9	- 3,7

Le directeur financier explique que dès janvier, on savait qu'il y aurait un budget rectificatif en cours d'année. Donc il a été demandé aux directeurs régionaux d'être prudents.

Contrairement à l'an dernier, l'Etat paie sa part à échéance, sans retard. Il n'y a plus la partie du financement qui était soumis au plan d'incitation à la transformation.

L'incertitude sur le mode de financement n'est plus, depuis l'adoption de la loi organique qui permet de prélever une part de la TVA pour financer les entreprises de l'Audiovisuel Public. Mais l'incertitude sur le montant du financement perdure. A chaque nouveau gouvernement, FTV subit un coup de rabot. La prévision pour celui de 2026 laisse craindre la perte de nombreux autres millions. Lors d'un rendez-vous entre les OSR et Delphine Ernotte le 24 septembre, elle a évoqué une ponction supplémentaire de 65 M€ imposée par Bercy pour l'an prochain. Et on ne sait pas encore si le récent rapport de la Cour des Comptes entraînera des conséquences sur notre cadrage budgétaire.

Quant au regroupement des entreprises de l'AVP sous forme de holding, ou de fusion, l'incertitude continue avec un gouvernement fantôme, et une Assemblée nationale imprévisible.

La situation générale au 30 juin présente **une économie de charges de 14 M€**. Avec 234,5 M€ pour une prévision de 248,6 M€ (-5,7%). Au regard des 16 M€ retirés à tout FTV dans le budget rectificatif, on peut dire que le réseau a déjà assumé plus de la moitié des efforts demandés, en un semestre. La répartition dans le tableau suivant :

Charges totales par région au 30 juin 2025 :

Région	prévisionnel juin 25 (M€)	réel juin 25 (M€)	écart (M€)
Auvergne Rhône-Alpes	27,6	25,6	- 2,0
Bourgogne Franche-Comté	16,5	16,3	- 0,2
Bretagne	14,6	13,7	- 0,9
Centre Val-de-Loire	11,0	9,9	- 1,2
Grand-Est	27,6	26,8	- 0,8
Hauts-de-France	18,8	17,6	- 1,2
Paris Ile-de-France	17,0	16,5	- 0,5
Normandie	17,9	16,4	- 1,5
Nouvelle-Aquitaine	34,2	32,5	- 1,6
Occitanie	24,7	22,9	- 1,8
Provence-Alpes Côte d'Azur	21,2	20,2	- 1,0
Pays de la Loire	11,1	10,4	- 0,8
Siège	6,4	5,9	- 0,6
TOTAL	248,6	234,5	- 14,1

En ETP, on atteint **2 900,6 ETP** au 30 juin, en retrait de **29,4 ETP** par rapport à la prévision 2025 qui est de **2930 ETP**.

Côté recettes, les rentrées publicitaires sont très mauvaises au 1^{er} semestre, avec une aggravation au fil des mois. On atteint un retard d'1 M€ sur les 4 M€ attendus. Ça fait donc 25 %. C'est énorme, et c'est à mettre en relation avec la suppression depuis Tempo d'un créneau rémunérateur, et avec la baisse d'attractivité de l'écran de 20h15, coincé entre deux programmes peu regardés.

Coté investissement, l'installation des régie MOSAR est partout terminée, comme le déploiement du NRCS. Pour l'immobilier, les travaux n'ont pas encore commencé à Nice.

Les Dépenses

La masse salariale réelle au 30 juin

Région	M. salariale Budget 2025	M. salariale réel 2025	Variation en M€	// réel juin 24
Auvergne Rhône-Alpes	19,0	18,1	-0,9	- 0,3
Bourgogne Franche-Comté	11,7	11,5	-0,2	- 0,1
Bretagne	10,1	9,6	- 0,5	+ 0,6
Centre Val-de-Loire	6,5	6,2	-0,4	- 0,3
Grand-Est	20,1	19,3	-0,8	- 0,4
Hauts-de-France	13,1	13,0	-0,1	/
Normandie	11,9	11,4	-0,5	- 0,4
Nouvelle-Aquitaine	23,7	22,9	-0,9	- 0,7
Occitanie	17,3	16,4	-0,9	- 0,7
Paris Ile-de-France	5,7	5,6	-0,2	+ 0,1
PACA	14,7	14,2	- 0,5	- 0,4
Pays de la Loire	7,1	6,7	-0,4	- 0,3
Siège	3,5	3,6	+ 0,1	+ 0,1
TOTAL	164,6	158,5	- 6,1	-2,8

Il y a donc au 30 juin **une économie de 3,7 % (-6,1 M€)** sur la masse salariale. Pour le directeur financier, c'est un bilan favorable. Mais pas forcément pour les élus. Un tel retard représente 29,4 ETP en moins, donc de l'emploi en moins. Un chiffre permet de concrétiser cette baisse, celui du nombre de votants aux élections professionnelles du mois prochain. On y constate 162 électeurs de moins sur la

liste électorale d'octobre par rapport à celle du début d'année. Essentiellement des collègues CDD qui ne travaillent plus, ou plus assez pour France 3.

Le renfort Tempo de 58,2 ETP de 2024 avait déjà fondu dans le budget 2025, là on peut dire qu'au 30 juin, il a totalement disparu. On avait 2.940,8 ETP au 30 juin l'an dernier, contre 2.900,6 en juin dernier, et ce en englobant le transfert des ETP de la Fabrique vers la Bretagne des équipes légères (16,5 ETP).

Il y a généralement une consommation plus forte en fin d'année, donc on verra alors s'il reste quelque chose des ETP Tempo. Pour rappel, le coût moyen actuel d'un ETP se situe entre 90.000 et 95.000 €, tout compris.

Cette forte économie sur la masse salariale et les ETP a surpris les membres de la commission. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, une consommation de congés plus régulière et bien répartie ne début d'année. Philippe Angot indique que c'est la meilleure depuis 10 ans. Ça permet de moins provisionner dans les compteurs pour les congés des mois du 2nd semestre.

Le taux élevé d'absentéisme explique aussi cet écart au 30 juin. Les longues maladies au-delà de 135 jours sont prises en charge par la prévoyance, donc sortent des ETP. Et les arrêts maladie classiques sont pris en charge par les IJSS, et leur quantité élevée « allège » notre masse salariale.

La forte réduction des contrats d'alternants participe à la réduction de la masse salariale. Pour économiser des ETP, leur nombre a été réduit d'environ 20 ETP. On est passé de 120 contrats à 80. Le directeur financier précise qu'on ne peut pas descendre plus bas sur l'alternance, car on ne respecterait pas les taux imposés par l'Etat. Ne pas former des jeunes à nos métiers est un recul pour notre entreprise. C'est pourtant notre mission. Parallèlement, le coût moyen des contrats à durée déterminée est plus élevé qu'avant.

Le non-remplacement des départs, ou les retards dans leur comblement, permettent de grosse économie. Certains métiers comme chargé de production permettent de constituer un beau matelas en cas de vacance de poste. Les remplacements par du CDD se fait au coup par coup, et c'est loin de représenter l'équivalent d'un temps plein. Certaines régions se sont spécialisées pour profiter de ces effets d'aubaine d'économie de masse salariale. Et quand il y a comblement de postes, l'effet Noria joue (le salaire du nouveau salarié est bien plus bas que l'était celui du nouveau retraité).

Des taux de cotisations patronales chez les journalistes plus faibles que prévues de 1,2 % participent à la réduction des coûts.

Toutes les régions, sont en économie. Sept régions ont plus de 500.000 € d'économies. Pour les raisons citées plus haut, et avec quelques particularités régionales. Les JT mutualisés en AURA et PACA ont eu leur effet.

Et BFC qui a basculé sur OpenMedia est resté sous les compteurs malgré les nombreux jours de formation liés au changement de conducteur.

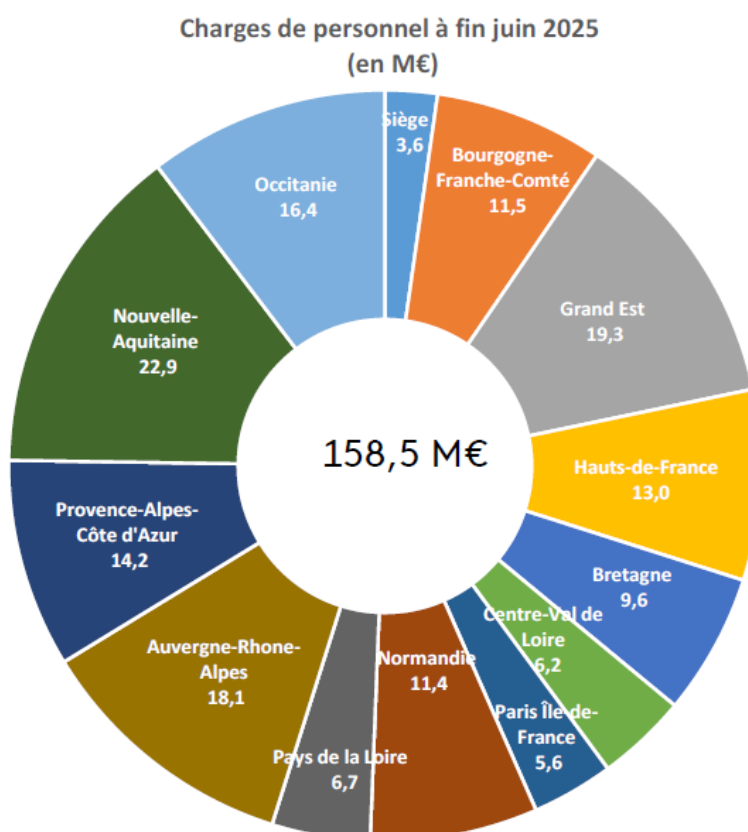
Seul le siège est en débord, certes léger. Des salariés de FTR y ont été rattachés après leur transfert au réseau. A noter que la masse salariale du siège contient les rémunérations des cadres qui ne sont pas affectés au réseau, mais à l'étage supérieur, comme Philippe Martinetti.

Par rapport à la situation de juin 2024, la masse salariale est logiquement inférieure avec la réduction d'ETP (- 1,8 %).

Encore une fois, le réseau serre la vis plus que prévu. Le directeur financier explique que c'est notre contribution pour l'équilibre budgétaire de l'entreprise. Et ajoute que « si on peut faire mieux, on fera mieux ». Mais précise que pour le second semestre, il n'y a pas de mesures supplémentaires envisagées pour économiser encore plus. Tout ce qui est prévu au 2nd semestre sera fait, avec le recours aux CDD s'il le faut.

Les élus de la commission demandent donc de consommer toute la masse salariale prévue au 2nd semestre, et encouragent les collègues à demander des émissions supplémentaires partout où c'est possible. Le réseau a déjà fait sa part d'économies au 1^{er} semestre. Le budget rectificatif de juillet en a tenu compte.

Ce tableau montre la répartition de la masse salariale par région au 30 juin 2025.



Dépenses hors personnel

Ces dépenses s'élèvent à 76,1 M€, en économie de 7,9 M€ (-9,5%) par rapport aux prévisions. Et en baisse de 3 M€ (- 3,7%) par rapport à juin 2024.

Une nouvelle fois, le recours aux prestations de la Fabrique est en retard par rapport aux prévisions. La ligne des prestations internes est en retard de 1,3 M€. Essentiellement à cause de la post-production. Ça s'améliore en aout, mais il ne sera pas possible de tout rattraper en fin d'année, le nombre de salles de montage n'étant pas extensible.

Paris Ile-de-France, qui a recours à la Fabrique pour les plateaux du siège pour ses JT, paie nettement plus cher cette prestation par rapport à 2024.

11.126 jours de prestation Fabrique sont prévus au total en 2025, dont une grosse partie pour la post-prod (9.916). Un chiffre que nous n'atteindrons donc pas.

Les achats de programmes et la prod externe sont en net retard (-2,7 M€) par rapport aux prévisions. Et -0,5 M€ comparé au 30 juin 2024. Cela s'explique par des retards sur des signatures de conventions. Des absences de DAC ou d'administrateurs de production ont retardé des contrats. Et la nouvelle méthode pour financer les documentaires ont changé des habitudes, engendrant également des retards.

Le FIVR (Fonds d'Intervention de la Visibilité des Régions), qui dépend du siège, co-finance un certain nombre de programmes comme « Les héros du Patrimoine » ou « Sans filtre », la mensuelle itinérante présentée par Michel Field. Il co-financera, avec l'antenne nationale, la nouvelle émission de midi présentée par Flavie Flamant qui débutera en novembre. Le fonds achète aussi aux producteurs privés les spéciales « spécialités culinaires régionales » comme la tarte tatin, les moules-frites, le camembert ou la pizza. Il y a huit cases prévues en 2025. Une émission coûterait 50.000 € environ.

Le 1^{er} semestre a vu la mise à l'antenne de deux nouvelles matinales de Ici Radio : Auxerre et Reims. Rennes et Nancy suivront au 2nd semestre. Et il restera en 2026 Clermont, Metz et Nîmes pour terminer la diffusion des 44 stations locales de Radio-France. Depuis la prise d'antenne avancée à 6h30, le cout de diffusion a augmenté de 15.000 € environ, mais on reste en moyenne à 200.000 € annuels pour chaque antenne radio, car d'autres couts baissent à cause du vieillissement d'autres matériels. Ces nouveaux décrochages permettent à la direction d'afficher une augmentation de temps des programmes régionaux, même s'il n'y a personne devant la télé à cette heure-là.

Les factures d'énergie sont en net retrait par rapport aux prévisions. Les prix et la consommation de l'électricité ont baissé. Et des sites ont pu passer au chauffage urbain, ce qui fait nettement baisser les factures. A cela s'ajoute une rentrée imprévue de 600.000 € provenant d'EDF. Ça vient d'un système d'amortisseur que l'Etat avait mis en œuvre en 2023 pour mieux faire passer les hausses de tarif.

Le réseau avait touché ces 600.000 €, puis avait dû les rembourser. Mais après contestation de cette facturation, les 600.000 € sont revenus dans nos caisses.

D'autres lignes sont en économie comme « entretien et maintenance » car il y a du retard dans les interventions. Le gardiennage n'a pas eu d'augmentation, mais elles arriveront au 2nd semestre. La facture des prestations des APR (agent de protection rapprochée) coûte cher. Il doit y en avoir systématiquement pour accompagner les équipes de reportage lors des manifestations. Avec un tarif moyen de 1500 €/j pour deux agents.

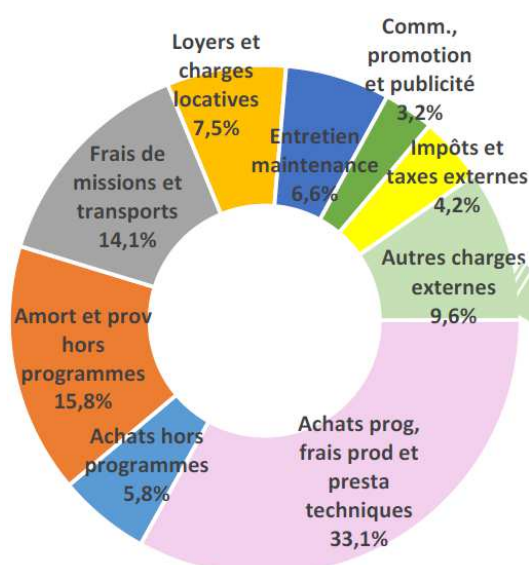
Les amortissements sont en forte baisse (-7%). Il peut s'agir de retard comptable. Des investissements ont été faits, mais pas encore rentrés dans les livres de comptes. Ça peut être le cas pour des régions MOSAR ou des bascules vers OpenMedia. Ces retards devraient être rattrapés en fin d'année.

Les frais de mission et de transport sont en retard de 300.000 € sur la prévision. La ligne budgétaire avait été augmentée pour amortir l'alignement des indemnités de voyage des CDD sur les statutaires. Mais vu qu'il y a eu moins de contrats pour les non-permanents, la ligne est finalement en économie.

Le renouvellement des véhicules coûte cher. Les loueurs profitent de l'obligation pour les entreprises de rouler à l'électrique ou à l'hybride pour augmenter significativement les tarifs de LLD.

Les autres charges externes sont en dessous des prévisions, Elles comprennent essentiellement le gardiennage dans tous les sites, mais aussi des prestations de maquillage. En effet, dans de trop nombreuses régions perdurent les prestations de maquilleuses, qui ne sont donc pas salariées par FTV, et qui sont des femmes. Il devrait d'ailleurs avoir encore plus d'antennes à passer à la prestation pour le maquillage en fin d'année, avec le nouveau marché issu de l'appel d'offres clôturé en septembre. Une politique d'externalisation peu glorieuse pour notre entreprise.

Détail des charges hors personnel au 30 juin 2025 (hors Fabrique)



Le financement des documentaires est à 5,23 M€ au 30 juin. C'est plus de la moitié de ce qui est prévu sur l'année (9,75 M€). Hauts de France et Normandie sont très en retard par rapport aux autres régions. Mais elles devront le rattraper pour respecter les obligations légales. Le réseau représente moins de 10 % de la production totale de FTV dans le documentaire, qui atteint 105 M€.

Coté investissements, nous sommes très en retard au 30 juin sur l'immobilier. **Seulement 0,51 M€ ont été engagés au 30 juin sur les 7,1 M€ prévus pour 2025.** 5 M€ sont toujours budgétés sur l'année pour le déménagement d'Antibes à Nice. Seulement 219.000 € ont été engagés au 1^{er} semestre. Le contentieux juridique n'est pas bloquant et les travaux vont démarrer avant la fin d'année. Il reste encore 500.000 € pour la rénovation de Rennes. Une partie pourrait servir pour faire une zone de restauration digne de ce nom.

Un plan de performance énergétique est budgété en 2025 à hauteur de 1,2 M€, mais aucune somme n'a été engagée au 1^{er} semestre. C'est en phase d'étude actuellement. Le but est d'améliorer l'isolation de nos locaux.

Les investissements techniques sont plus en phase avec les prévisions. Le NRCS est terminé. Comme l'installation des trois dernières régies MOSAR : Nantes, Orléans et Rennes. Il y a en plus le site de qualification de Marseille pour tester la régie COSMA, moins chères que les MOSAR. Philippe Angot indique que le SQS pour l'Overdrive à Strasbourg a coûté un peu moins cher qu'une régie MOSAR, qui avoisine les 1,3 M€.

La mise en place de Sherlock coûte environ 1 M€ cette année. La partie stock se déploie, et on passera progressivement à la partie antenne qui remplacera Argos. Paris-IdF sera la première cette année, avec une fin du déploiement total en 2027.

Les Recettes

Publicité et parrainage

Le directeur financier ne le cache pas, l'année est mauvaise du côté de la publicité. Elle a démarré sur des bases très faibles, et ça s'est empiré au printemps. Au 30 juin, le retard est de 0,35 M€ alors que la prévision 2025 avait déjà été prévue une baisse. Et la situation ne s'est pas améliorée cet été. Et contrairement aux années précédentes, le parrainage ne vient pas compenser ce manque. On avait habituellement un effet de vase communicant qui n'apparaît plus aujourd'hui. Il y a même certaine région qui n'ont plus de sponsors météo.

Avec la suppression d'un écran publicitaire et d'une météo entre 19 et 20h depuis la refonte du 19/20, et des audiences pas au top, on ne peut plus vraiment compter sur la publicité régionale pour financer les activités du réseau. L'écran

de 20h20 juste après Tout le Sport, en net déclin, est loin des sommes d'il y a quelques années.

En comptant les retards des recettes affectées, on atteint 1 M€ de déficit, soit 25% en moins sur les prévisions.

Les COM régionaux

On a gardé les mêmes COM. Et il ne faut pas en attendre de nouveau. Celui de Nouvelle Aquitaine, fléché sur NoA se terminera en 2027. Et on ne sait pas pour la suite. Tous les conseils régionaux connaissent des difficultés financières et certaines ont fortement réduit leur financement à la culture. Pour l'instant, ça n'a pas de conséquence sur les engagements. Les sommes dues pour le 1^{er} semestre n'étaient pas toutes arrivées dans nos caisses fin juin, mais c'est fait depuis.

Pour Centre Val de Loire, le COM servait à financer un magazine culturel, avec Michel Denisot, mais il s'est arrêté parce que le producteur privé a coulé sa boîte. On devra donc sans doute rembourser au prorata de ce qui n'a pas été produit.

En conclusion, ce point d'étape au 30 juin reflète une situation sous contrôle, plus que nécessaire aux yeux de la commission. Encore une fois, le réseau est très prudent et très économe. Les directeurs régionaux et les responsables financiers ont serré les vis partout. L'effort de guerre a permis de combler pratiquement la totalité du coup de rabet du budget rectificatif imposé à toute l'entreprise.

Le 2nd semestre doit permettre de faire tout ce qui est prévu en consommant tout le budget prévu. Les élus de la commission encouragent toutes les équipes à proposer des projets d'ici la fin de l'année, en précisant que nous avons tous fait notre part d'économie au 1^{er} semestre.